

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

«Sauvons-nous nous-mêmes»

LE 40e congrès confédéral de la CGT, le syndicat ouvrier le plus important, et de loin, s'ouvre ce dimanche dans des conditions et des formes exceptionnelles à tous égards. Depuis les législatives de mars dernier, au rythme aussi des événements et des bouleversements à l'échelle du monde, se sont faites jour et développées des contradictions qu'avait masquées la perspective promise d'un changement profond dans notre pays par la voie de l'Union de la gauche.

Quelles sont ces contradictions ? Le chômage, les attaques contre les avantages acquis se développant depuis des années, les coups portés contre les travailleurs, sans riposte vraiment sérieuse, et la désaffection qui s'en suit pour le syndicat lui-même : tout cela pose aux militants, contre lesquels, de plus, la répression s'accroît le plus souvent dans les boîtes, la question de l'action qu'on a menée jusqu'ici, la ligne qu'on a suivie, d'en faire le bilan pour rectifier, pour s'opposer aux attaques patronales, pour passer enfin à la contre-offensive.

C'est la contradiction entre les aspirations à la lutte, la combativité des militants et une orientation, une activité syndicale qui n'y ont pas satisfait.

C'est la contradiction entre les aspirations à une société « pour les travailleurs », à l'émancipation de la classe ouvrière et, avec elle, de tout le peuple, et le modèle que les instances dirigeantes continuent à donner (quoiqu'avec quelques critiques, en prenant quelques distances) : l'URSS, les pays de l'Est où, chaque jour, se révèle davantage qu'il y règne la répression, la corruption.

C'est la contradiction entre ces aspirations et la voie proposée pour les atteindre : celle d'un gouvernement avec des ministres de gauche, avec des hommes dont le passé témoigne largement qu'ils ont toujours « loyalement géré le capitalisme ».

La première et la plus forte exigence traduisant toutes ces aspirations insatisfaites ce fut la démocratie, à commencer par le syndicat ; il faut considérer le débat, en effet exceptionnel, ouvert avant ce congrès comme un premier succès de cette exigence. Et cela est essentiel, car l'émancipation de la classe ouvrière et du peuple, n'est-ce pas justement qu'ils deviennent leur propre maître, et d'abord qu'ils deviennent maîtres de leur lutte, de leur action ?

*« Il n'est pas de sauveur suprême
Ni Dieu, ni César, ni tribuns
Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes ».*

Telle est la leçon tirée des premiers grands combats de la classe ouvrière dès les premiers couplets de l'Internationale trop oubliés il y a peu et que reprennent aujourd'hui souvent les militants de la CGT en particulier.

Toutes ces aspirations sont une base sur laquelle la classe ouvrière peut et pourra cimenter son unité de combat et ainsi porter des coups de plus en plus rudes à l'ennemi de classe. Une base d'autant plus solide que ces aspirations, ces idées peuvent mieux s'exprimer, se discuter. Le débat ouvert le permet (quoique dans certaines limites) et cela est important. Qu'il se poursuive au-delà du congrès car le chemin, au bout duquel est la victoire, est long et ce congrès n'est qu'une étape.

Mais il y a d'autres contradictions que l'échec des élections a fait jaillir ou à aiguïser. Elles se situent, celles-là, au niveau de la direction de la CGT, qui appartient sans partage au PCF, plus précisément au Bureau politique (et ce ne sont pas quelques non-membres du PCF de plus ou de moins au bureau confédéral qui y changeront quelque chose). Or, depuis mars, bien rares sont ceux qui affirment encore que c'est à ce niveau la grande unité. Séguy lui-même en a administré la preuve par ses démêlés avec Roland Leroy et dont le *Canard enchaîné* s'est fait l'écho plus que convaincant. A la CGT même, si tout le bureau confédéral

Gilles CARPENTIER
(Suite page 4)

Ouverture du 40e congrès de la CGT

Un débat qui comptera !



LES questions telles qu'elles sont apparues dans la préparation du congrès touchent au fond des choses. Le débat amorcé dans la CGT se traduira sans aucun doute dans le déroulement même du congrès. Nos journalistes en rendront compte chaque jour.

(Voir articles page 3)

L'affaire du Hai Hong

Le Vietnam qu'ils fuient

LA question des réfugiés vietnamiens continue de défrayer la chronique pour les raisons les plus diverses dont certaines plus que louches. C'est ainsi que parmi les signataires de l'appel « un bateau pour le Vietnam », on trouve aussi des hommes de droite anticommunistes et pro-impérialistes notoires. Pour notre part, nous considérons l'affaire des réfugiés comme révélatrice à plus d'un titre.

Il y a trois ans, au moment de la libération des trois pays indochinois

(Vietnam-Laos-Cambodge), plusieurs milliers de personnes s'enfuirent précipitamment à l'étranger. Il s'agissait pour la plupart de gens qui avaient soutenu jusqu'au dernier moment les cliques pro-américaines dans ces trois pays ; socialement, ils faisaient partie des classes possédantes et ils crachaient leur haine du peuple et de sa lutte. Une autre catégorie de fuyards était composée de gens du peuple, effrayés à l'idée du nouveau régime qui allait s'installer. Ceux-là, trompés par la propagande anticommuniste, préférèrent partir.

Aujourd'hui, les motivations des nouveaux réfugiés du Vietnam sont bien souvent différentes.

Et d'abord, il faut noter qu'au

lieu de s'atténuer considérablement, comme c'est le cas au Kampuchea, le nombre des réfugiés vietnamiens s'accroît sans cesse, atteignant des centaines de milliers. Plusieurs remarques s'imposent donc :

— Sur ces centaines de milliers, il ne peut pas y avoir que des capitalistes réactionnaires.

— Pourquoi ces gens qui n'avaient pas voulu s'enfuir à la Libération, s'enfuient-ils maintenant, après 3 ans d'expérience ?

(Suite page 2)

Inadmissible

Brejnev interdit aux Anglais de vendre des armes à la Chine

Le gouvernement britannique réagit violemment

Voir page 4

LE MONDE EN MARCHÉ

L'affaire du Hai Hong

Le Vietnam qu'ils fuient

(Suite de la page une)

Voici ce que disait une jeune femme du bateau Hai Hong : « A la libération, nous étions soulagés car la guerre était finie. Notre souhait, c'était de vivre enfin en paix, que ce soient des capitalistes ou des communistes au pouvoir. Mais maintenant, ce n'est plus possible : il faut acheter le riz au marché noir car la ration est insignifiante. On ne peut pas avoir de lait pour les bébés, on a faim ».

Certes, le Vietnam est sorti de sa guerre de libération mutilé et face à d'énormes problèmes : il en était ainsi avant hier en Chine, hier au Laos, au Kampuchea ou en Algérie. Mais ce qui était dominant dans leur peuple, c'é-

tait la confiance dans l'avenir, l'espoir que les plaies seraient pansées et les difficultés surmontées. Il semble bien que c'est cette confiance et cet espoir là qui sont atteints au Vietnam.

Autre aspect que nous avons déjà souligné à plusieurs reprises pour le cas du Hai Hong, c'est que les réfugiés, entassés sur ce navire racheté pour la circonstance, aient dû payer cher leur embarquement. L'ampleur de ce cas, son organisation non seulement n'ont pu passer inaperçues des autorités vietnamiennes, mais cet odieux trafic n'a pu se réaliser sans leur accord.

Encore les passagers de ce bateau ont-ils eu les res-



sources pour payer un prix pour leur départ. Mais le plus grand nombre s'entasse dans des barques à 30 ou 40 (certains d'ailleurs ne vont pas loin : on parle de dizaines de noyés).

Mais à tous ceux-là que chassent la misère et la faim sans espoir de jours meilleurs, il faut ajouter les dizaines de milliers de Hoas auxquels leur nationalité chinoise vaut les pires persécutions. Eux, non seulement

n'avaient pas fui derrière les impérialistes américains, mais ils les avaient combattus. Qui ne se souvient que le quartier, qu'une partie d'entre eux habitaient dans l'ex-Saïgon, à Cholon, était de ceux où les troupes US et les fantoches n'osaient guère se hasarder ?

Alors ? Force est de s'interroger. D'où viennent ces problèmes ? N'est-ce pas de la militarisation, les visées

expansionnistes du Vietnam ? N'est-ce pas l'abandon d'une voie indépendante propre à satisfaire les aspirations du peuple ? N'est-ce pas la politique des dirigeants actuels qui brise ainsi l'unité d'un peuple, hier soudé comme un seul homme face à l'agresseur US et ses fantoches, et qui brise en même temps des espoirs légitimes ? N'est-ce pas de tout cela que profite l'URSS pour

mettre la main sur le Vietnam par le biais du Comecon, de bases militaires, d'un soi-disant traité d'amitié ?

Il n'y a guère que l'Humanité pour s'évertuer à masquer tous ces problèmes. Elle le fait pour le Vietnam comme elle le fait encore pour l'URSS. Mais les faits, là encore, seront les plus forts et la vérité se fera jour.

C.L.

Une expérience dans une école de Pékin

Redonner confiance aux élèves retardataires

ELITISME et inégalité », « Les surdoués éliminent-ils les gardes-rouges » c'est ainsi que le Figaro-Magazine traite des nouvelles orientations dans l'enseignement, définies après la chute de la bande des Quatre. Il est vrai que la Chine travaille de toutes ses forces à rattraper le retard accumulé dans tous les domaines, y compris l'enseignement, en prenant des mesures pour former rapidement des scientifiques et des techniciens de haut niveau. Mais il serait abusif d'estimer que cela se fait au détriment de la majorité des élèves.

Comme le montre l'exemple ci-dessous, des mesures sont prises pour que le niveau d'ensemble progresse et que les élèves en retard rattrapent le niveau. Quelle différence avec ce qui se passe en pays capitaliste où les mauvais élèves sont laissés dans leur coin !

« L'école secondaire de Fansieoulou, de la municipalité de Pékin, donne depuis un an des cours supplémentaires aux élèves qui ont des difficultés dans leurs études. Pas mal d'entre eux ont déjà fait des progrès notables ».

L'agence Chine nouvelle explique aussi qu'aider les élèves à rattraper rapidement leur retard est le problème sur lequel les éco-

les primaires et secondaires de notre pays tâtonnent pour y apporter une solution. »

Voici les moyens mis en œuvre par l'école en question : « Répartir ces élèves dans dix classes particulières, en leur donnant une heure de cours supplémentaire par jour, chaque matin avant les cours ou l'après-midi après les cours, le soir ou le dimanche. »

Le choix des enseignants s'occupant plus spécialement des retardataires, est important : « Pour soutenir les élèves les plus faibles, l'école a choisi dix enseignants expérimentés et ayant reçu une formation en psychologie de l'enfance, comme instituteurs responsables de classes supplémentaires. A l'issue d'une enquête minutieuse, ils ont remarqué que la plupart de ces élèves désiraient progresser mais qu'ils manquaient de confiance. »

Contrairement à une pratique courante dans notre système d'enseignement, qui consiste à mépriser les mauvais élèves (ce qui les rend encore plus mauvais ou paresseux), les instituteurs de l'école de Fansieoulou « ont su citer des élèves à l'ordre du jour au moindre progrès, afin de les encourager. »

Le résultat est appréciable puisqu'environ la moitié des effectifs ont déjà rejoint les classes régulières.

Une nouvelle insurrection se prépare au Nicaragua

La répression et la misère s'étendent dans le pays

ALORS que le peuple vit dans la misère, Somoza vient d'augmenter les impôts pour renflouer les caisses vides de l'Etat et pour accroître les effectifs de la Garde nationale. Mardi soir, l'armée nicaraguayenne a provoqué un incident de frontière avec le Costa-Rica.

Aujourd'hui, la situation économique au Nicaragua est catastrophique. Déjà, en 1975, elle avait connu une sérieuse récession à la suite de la chute des cours de la viande, du coton et de quatre années consécutives de sécheresse.

Somoza, qui détient la majeure partie des richesses du pays, a voulu combler cette perte en augmentant l'exploitation du peuple nicaraguayen qui vivait déjà dans la misère.

La bourgeoisie a aussi fait les frais de cette situation et ne peut guère se développer du fait du quasi-monopole de Somoza sur l'économie. C'est pour cette raison qu'elle a participé, en septembre, à la grève générale.

LES IMPOTS VONT AUGMENTER

Ces derniers mois, cette situation s'est encore aggravée. Il est prévu que

le déficit de la balance des paiements sera de 100 millions de dollars en 1978, soit le double de l'année dernière. Durant les mois d'été, on a assisté à une véritable fuite des capitaux — une centaine de millions de dollars — réduisant presque à néant les investissements.

Les caisses de l'Etat sont pratiquement vides. Somoza a demandé à deux reprises l'octroi d'un prêt de vingt millions de dollars au Fonds monétaire international, ce qui lui a été refusé.

Les bombardements de la Garde nationale contre le peuple insurgé, en septembre, ont provoqué des dégâts estimés à 50 millions de dollars.

Cette véritable banqueroute fait que Somoza paye ses fonctionnaires et sa Garde nationale sur du vide en faisant fonctionner la planche à billets.

Risquant de se couper de son unique soutien, Somoza a décidé de renflouer les caisses de l'Etat en augmentant les impôts existants et en créant de nouveaux. Par ailleurs, il a déclaré que cette nouvelle rentrée d'argent lui servira à recruter pour accroître sa Garde nationale afin de se préparer en vue d'une nouvelle insurrection.

Aujourd'hui, la misère est telle que personne ne pourra les payer. Peu lui importe, il estime au contraire que ces nouveaux impôts sont justes : le peuple devant payer la fête de septembre. Actuellement, des

ajouté cyniquement. Paroles qu'il a déjà fait passer en actes vu la répression qui s'abat sur le pays depuis le mois de septembre.

L'ULTIMATUM A EXPIRE

La répression de l'insurrection a été féroce : plusieurs milliers de morts, on ne sait pas exactement combien. La ville d'Esteli, la dernière tenue par les guerilleros, est certainement celle qui a le plus souffert. La plupart des jeunes de la ville ont été assassinés par la Garde nationale. Depuis, la répression se poursuit, plus discrète. Des militants ou sympathisants du Front sandiniste sont enlevés chaque jour, on retrouve un peu plus tard leurs cadavres.

Plusieurs milliers de personnes ont fui le pays vers les Etats voisins, essentiellement vers le Costa-Rica. Le Front sandiniste a demandé aux femmes et aux enfants de s'éloigner en vue de la prochaine reprise des combats.

Celle-ci est maintenant éminente, vu que l'ultimatum lancé par le FAO (Front large d'opposition) est expiré depuis mercredi une heure.

Somoza a refusé toute proposition ; il refuse de partir et entend poursuivre le mandat présidentiel qu'il s'est octroyé lui-même jusqu'en 1981. Actuellement, des

heurts se produisent ici ou là, isolés, mais il apparaît fort probable que, dans les prochains jours, une nouvelle explosion populaire éclate.

Le Front sandiniste qui a montré sa force et l'influence qu'il avait auprès du peuple lors de l'insurrection de septembre a, semble-t-il, accru ses forces.

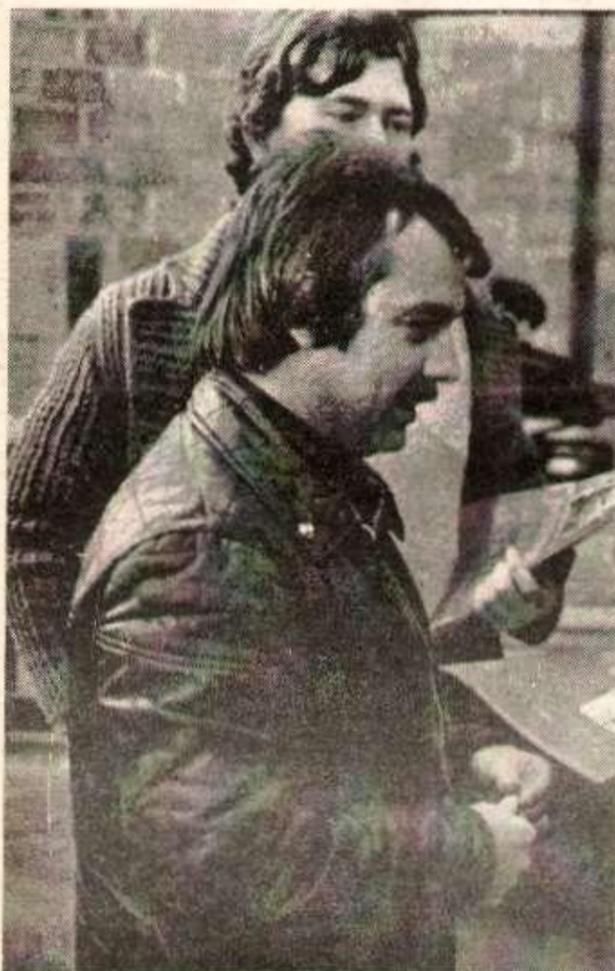
SOMOZA S'EN PREND AU COSTA-RICA

Faire la guerre contre son propre peuple ne suffit pas à Somoza. Il vient de provoquer un incident de frontière avec le Costa-Rica, situé juste au sud du Nicaragua. Ce pays, qui accueille les réfugiés et aussi les guerilleros, a été, dès le départ, aux côtés du peuple nicaraguayen et a participé avec le Venezuela à la dénonciation du régime fasciste de Somoza et appelé au soutien à la lutte du peuple.

Mardi soir, un lieutenant de la garde civile costaricaine a été tué, deux autres hommes blessés par l'armée nicaraguayenne qui a emmené sur son territoire l'officier costaricain tué.

A la demande du Costa-Rica, doit se tenir une réunion du conseil permanent de l'OEA (Organisation des Etats américains) qui, il y a quelque temps, a condamné officiellement la politique de Somoza. Evelyn LE GUEN

OUVERTURE DU 40e CONGRES DE LA CGT



Un débat qui comptera

LE 40e congrès de la CGT vient de s'ouvrir à Grenoble le 26 novembre. C'est un événement important pour les travailleurs et les militants qui se posent des questions après la désillusion de mars. Lancé par la direction confédérale comme « novateur et conquérant », préparé par un débat exceptionnel, il est, plus qu'aucun autre, le reflet des préoccupations des travailleurs. Mais il est probable que, s'il permet d'aborder bon nombre de questions, il ne donnera pas les moyens de les approfondir et ne changera pas fondamentalement l'orientation de la CGT. Les textes soumis au vote le montrent bien : l'Union de la gauche et la politique contractuelle restent plus que jamais les perspectives de l'action syndicale. Notre brochure : « 40e congrès : quelle démocratie, pourquoi faire ? » pose les premiers jalons pour comprendre les raisons et les limites de ce qui change dans la CGT.



Le point de la préparation du congrès

MALGRE de grandes inégalités dans son déroulement, on peut dire qu'une véritable discussion a préparé le congrès. La démocratie ne s'improvise pas et le manque d'habitude a parfois limité les discussions plus générales mais, dans la plupart des cas, les travailleurs ont abordé au moins ce qui les touchait de plus près : la pratique syndicale dans leur entreprise.

Dans la tribune organisée dans la *Vie ouvrière* et dans *Le Peuple*, les militants les plus décidés ont posé leurs questions. Souvent critiques, et même très critiques, les militants s'interrogent sur les conséquences du soutien au Programme commun, le rôle du PCF dans la CGT, sur la démocratisation. D'évidence, ce sont les points sensibles. Pourquoi la CGT a-t-elle soutenu unilatéralement le programme du PCF au moment de la division ? Pourquoi Séguy s'est-il permis de participer à un meeting du PCF ? Les fractions du PCF dans la CGT, ça existe.

N'empêchent-elles pas un fonctionnement réellement démocratique dans le syndicat ?

Dans ce débat si vaste, des questions sont posées qui trouvent moins d'écho mais qui sont aussi importantes. La CGT et la FSM : peut-elle y rester sans cautionner la répression que l'Etat soviétique fait subir aux travailleurs ? La politique contractuelle : peut-il y avoir de bons contrats dans notre régime ? Les femmes, les immigrés, l'unité d'action...

La seule question qui soit véritablement absente, c'est sur la nature du Programme commun. Est-ce un programme pour les travailleurs ? Il est vrai que la direction a tout fait pour éviter une question « déjà réglée par les précédents congrès » et qui, de fait, remettrait en cause et l'activité passée et l'orientation actuelle, une question qui amènerait à remettre en cause toute la stratégie électoraliste du PCF.

Pourtant ce débat est tout à fait encourageant : les germes sont là pour avancer.

La direction confédérale face aux travailleurs

DE son héritage historique et de son refus des tendances organisées, la CGT a toujours laissé l'impression d'une profonde unité. Qui n'a pas été frappé par ces centaines de délégués votant d'un même élan les rapports d'orientation lors des congrès ? Remarquées les absences ; farissimes les votes contre. La question était posée du poids des structures et du rôle du PCF dedans pour expliquer cette belle unanimité. L'échec de la gauche aux élections de mars 1978 a ouvert une profonde crise

dans la gauche traditionnelle et chez beaucoup de travailleurs. Une grande partie de la classe ouvrière a été ébranlée dans sa confiance, désorientée dans ses perspectives. Une vague de désyndicalisation a suivi cette désillusion et la CGT, la plus engagée dans la « bagarre politique » s'en est trouvée la plus touchée. Son influence même, aux élections professionnelles, a sensiblement diminué.

Les militants les plus décidés, refusant de se laisser aller au découragement, essaient de faire le bilan pour enrayer l'hémorragie. Ils sont conscients aussi que

la classe ouvrière doit se ressaisir pour faire face aux patrons.

Les militants du PCF, de leur côté, en sont aussi à l'heure du bilan et leur pratique syndicale dans la CGT est aussi au centre de leur réflexion.

C'est en grande partie pourquoi la direction confédérale s'est engagée dans une vaste auto-critique : critique du sectarisme et de la routine qui éloigne les délégués des préoccupations des travailleurs, de leurs problèmes quotidiens... Critique du rôle trop fort des structures, critique de la place trop pesante du PCF, critique des insuffisances, critique des erreurs. De nombreux militants reprochent à Séguy sa participation au meeting du PCF qui a engagé de façon trop voyante le syndicat dans le soutien au PCF ; certains posent la question des tendances mêmes.

En engageant elle-même le débat, la direction confédérale sait pouvoir en garder le contrôle et on le voit bien : la plus large place est faite à la démocra-

tie, aspiration profonde des travailleurs, très peu à la remise en cause de la politique contractuelle.

De toute façon, la base d'appui de la direction confédérale est encore solide même si la tribune a publié surtout les critiques et et si les discussions vont bon train dans les sections, les cadres sont encore là pour maintenir l'orientation qui sera confirmée par le congrès.

Il n'en reste pas moins vrai que pour les travailleurs, prendre la parole dans la CGT c'est une première bagarre à gagner : après le congrès, continuer à imposer la discussion.

Comme le dit René Roux, secrétaire général du Syndicat GNC-EDF de Clermont-Ferrand : « Le débat, oui mais permanent, et sur des questions de fond, pour modifier l'orientation, non hors de l'action pour désamorcer la contestation et mandater sans contrôle une direction non-représentative. Le patronat pratique vis-à-vis de l'encadrement cette tactique de la "parlotte"... alors, de grâce, pas en plus le syndicat ».

La CGT et le Programme commun

DEPUIS septembre, plusieurs interventions de Séguy ont repris cette idée du rapport d'activité : « Les travailleurs ont trop mis sur le Programme commun, ils ont renoncé temporairement à la lutte, malgré les mises en garde de la CGT... » ! Tant il est vrai que les dirigeants révisionnistes misent sur le fait que les travailleurs auraient la mémoire courte.

Pourtant, qui ne se souvient aujourd'hui de toute la propagande et même de toute l'activité déployées par les structures de la CGT pour imposer la « paix sociale » en période de campagne électorale (qui a duré deux ans) et pour canaliser tous les mécontentements et toutes les luttes, qui se déclenchaient malgré eux

vers l'objectif d'un « bon vote aux élections » ? Qui n'a pas manifesté, bon gré mal gré, au son du mot d'ordre « Union, action, Programme commun » ? Qui a engagé tout le syndicat dans la campagne « Pour que vive le Programme commun » ?

Dans notre brochure sur le 40e congrès, l'historique des positions de la CGT par rapport au Programme commun permet de mieux saisir que le soutien de la CGT n'est pas une tactique passagère, mais une véritable stratégie : il y a un lien très étroit entre le soutien à ce programme de gouvernement, la politique contractuelle inaugurée par les accords salariaux de la métallurgie et l'actuelle campagne pour l'emploi « F abriquons français ».

comme on l'a vu la journée du 15 novembre. Cette stratégie, c'est celle de la mise en place d'une politique de gestion du capitalisme, celle de la participation au gouvernement.

Pour maintenir la colère des travailleurs qui voyaient mois après mois se mettre en place des plans d'austérité, la seule mobilisation proposée fut les journées nationales d'action. Leur multiplication et l'inefficacité du mot d'ordre « Barre I, Barre II, barrettoi » ont entraîné un tel dégoût que plus personne aujourd'hui n'ose prononcer le mot de « journée nationales d'action » ! Maire le rejette et Séguy l'évite soigneusement (même pour le 15 novembre).

De cette stratégie, voici la conclusion que nous tirons dans notre brochure :

« Nous savons bien que des militants du PCF et aussi de la CGT considèrent que l'accession au gouvernement de ministres communistes avec les nationalisations et autres propositions du PCF reprises par la CGT apporterait des dé-

buts de solution à leurs problèmes.

Mais n'est-ce pas cet espoir cultivé et entretenu, qui a rendu possible qu'ils se détournent de la lutte résolue contre les plans patronaux ?

Cet espoir-là, nous disons que c'est une illusion, car on n'arrache rien aux patrons, on n'arrache rien aux capitalistes par les paroles, par le vote. On ne le peut que par la force, avec les armes des prolétaires, dont la première est la grève : toute l'histoire en témoigne. Et encore ces succès là ne sont-ils que temporaires, tant que subsiste la domination du capital. Pour aller plus loin, il faut briser cette domination par la force aussi, bien sûr, une force encore bien plus grande qu'il faut organiser, rassembler patiemment.

« Les illusions quand ça tombe, ça fait mal » nous disait un métallo après mars, « mais le plus tôt sera le mieux » ajoutait-il. Cela est parfaitement juste : car une fois les illusions tombées, on peut voir le chemin et reprendre confiance. »

La CGT peut-elle rester dans la FSM ?

En règle générale, l'action internationale de la CGT s'aligne sans problème sur les positions du PCF sur la question de l'Europe. La CGT s'oppose à l'élargissement de l'Europe et tente de faire croire que ce sera l'occasion pour les USA d'accroître leur domination sur l'Europe, par l'Allemagne fédérale interposée (c'est l'ennemi numéro 1 en Europe !). Cette analyse, bien sûr, camoufle le véritable agresseur, la volonté hégémonique de l'URSS. Ce qui suscite le plus de réactions chez les travailleurs, c'est la position de la CGT dans la

Fédération syndicale mondiale, la FSM. Le caractère social-fasciste de l'URSS se révèle de plus en plus clairement. Lors du congrès de la FSM, l'été dernier, Séguy a formulé des critiques sur la répression syndicale dans les pays de l'Est et, en particulier, en Tchécoslovaquie où se tenait le congrès, 10 ans après l'invasion soviétique. Défendre les libertés et rester à la FSM, la question est désormais posée. Mais la question-clé est plutôt : la CGT peut-elle continuer à parler de l'URSS comme d'un pays socialiste, garant de la paix ?

L'Humanité rouge a édité à l'occasion du 40e congrès de la CGT une brochure :

« Quelle démocratie, pourquoi faire ? »

Elle coûte 1,50 francs. Commandez-la et libérez-vous des idées à l'ordre de l'Humanité rouge.

Chaffoteaux et Maury
(Côtes-du-Nord)

Grève illimitée et occupation

DEPUIS le mercredi 22 novembre, les travailleurs de Chaffoteaux à St-Brieuc ont décidé l'occupation de l'usine en réponse aux menaces de la direction de mettre au chômage technique deux ateliers d'usine. Ce durcissement de la lutte qu'ils mènent depuis le 12 octobre montre bien leur détermination à obtenir satisfaction. De plus en plus, le soutien s'organise. La solidarité financière a déjà commencé. La lutte des OS de Chaffoteaux pour leurs 350 F, contre la misère du capitalisme représente un espoir pour les travailleurs de la région. Il est prévu, la semaine prochaine, une journée départementale de soutien. Des paysans ont déjà apporté de la nourriture aux ouvriers.

Combativité
et
insatisfaction

5000 postiers à la
manifestation
de jeudi à Paris

MANQUE d'effets, conditions de travail, répression, comme dans les usines, l'oppression va en augmentant dans les PTT. Aussi, c'est environ 5.000 grévistes qui, à l'appel de la CGT et de la CFDT, ont manifesté hier à Paris de Montparnasse au ministère. Manifestation qui ne s'anime qu'à la vue des gardes-mobiles qui interdisaient l'accès du ministère. Le mot d'ordre « démantèlement des CRS » est manifestement promis à un bel avenir car, ici surtout, près de Créteil et de Pontoise, on ne se fait pas trop d'illusion sur le genre de sécurité que les flics sont censés assurer. La manifestation se termina en queue de poisson, sans même une prise de parole malgré les tentatives de jeunes postiers pour lancer des mots d'ordre combattifs... Bref, une manif à l'image des journées d'action de ce type, dont un nombre toujours croissant de militants est insatisfait, d'ailleurs plusieurs sections CFDT n'avaient pas appelé à cette grève par discipline. Le manque de perspectives claires et précises données à ces grèves montre bien que

l'impulsion nécessaire venant d'en haut pour engager une mobilisation sérieuse n'y est pas. Pourtant la combativité existe, pour preuve ce tract commun CGT-CFDT de Créteil distribué dans la manif, tentant de faire le bilan des grèves de 24 heures et des actions locales qui, bien que parfois victorieuses, ne peuvent forcément avoir qu'un objectif limité. Voici des extraits de ce tract :

« Un bilan s'impose des nombreuses grèves de 24 heures que nos fédérations ont impulsées ces dernières années (grèves pression, grèves pour l'ouverture des négociations). Force est de constater que rien de significatif n'a pu être arraché à la boîte et que celle-ci a continué de plus belle ses attaques contre nos conditions de travail et ses tentatives de démantèlement des PTT.

Nous pensons qu'une conclusion s'impose. Il faut frapper plus fort pour faire céder la boîte. Il faut coordonner systématiquement nos luttes quand elles éclatent, que pas un bureau, pas un centre de tri ne se sentent isolés, s'il est amené à partir en grève.

De nouvelles attaques de bureaux de poste

Moins d'une semaine après l'assassinat d'un receveur à Marseille, deux bureaux de poste ont été attaqués, à Gennevilliers et à Persan. Un passant a été tué lors de la fuite des agresseurs.

Dans le même temps, les agressions continuent contre les facteurs pour leur voler les sacoches. Quatre, en moins d'une semaine, à Paris. La question de la sécurité pour tout le personnel des bureaux de poste et les facteurs se pose avec de plus en plus d'acuité. En effet, c'est bien du fait de la très grande facilité laissée par l'administration des PTT aux possibilités d'agression que les attaques ont tendance à se multiplier dans les bureaux de poste plus que dans les banques. En effet, un certain nombre de moyens de protection existent dans les succursales des banques que les banquiers sont amenés à mettre en place.

La direction des PTT doit protéger ses employés. Si elle hésite aujourd'hui, c'est parce que ça coûte cher. C'est pourquoi les employés des PTT qui se mobilisent pour l'emploi et pour les salaires, revendiquent aussi, et avec de plus en plus de force, la sécurité dans leur travail.

INADMISSIBLE

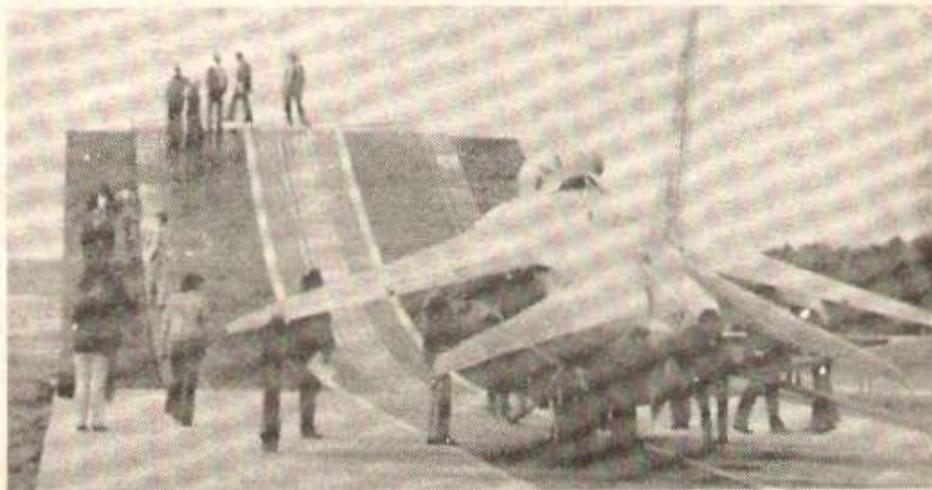
Brejnev interdit aux
Anglais de vendre
des armes à la Chine

Le gouvernement britannique réagit violemment

TOUT comme les Américains aux plus beaux jours de leur splendeur, Brejnev semble décidément croire que le monde entier est à ses ordres. Le maître du Kremlin a, en effet, fait porter à la résidence du premier ministre anglais, James Callaghan, un courrier spécial lui interdisant de vendre des armes à la Chine et menaçant la Grande-Bretagne de « conséquences sérieuses » en cas de refus. Cet ultimatum soviétique vise en particulier une commande de 100 chasseurs-bombardiers Harrier à décollage vertical qu'aurait fait la Chine à l'industrie britannique.

Devant cette pression extravagante, le gouvernement britannique a aussitôt rendu l'affaire publique avec un commentaire où il affiche « sa surprise » et dans lequel il dit qu'il n'est pas d'usage qu'un pays tiers intervienne dans les relations entre deux Etats. Traduit du langage diplomatique, ceci revient non seulement à renvoyer Brejnev sur les roses mais encore à relever publiquement le caractère scandaleux des exigences de Moscou.

On ne peut que créditer la fermeté du gouvernement britannique et noter qu'une telle attitude est assurément le meilleur gage possible pour la préservation de la paix, non pas à la frontière sino-soviétique, mais en Europe même. Si un gouvernement européen devait, en effet, cé-



Un Harrier : la Chine en a commandé 100. Il peut décoller verticalement.

der à ce type de diktat aberrant de Brejnev, il n'y aurait plus de raison que cela s'arrête. Rien ne saurait plus calmer l'appétit impérialiste de ce nouvel Hitler.

En fait, ainsi que le relevaient plusieurs journaux, vendredi matin, le caractère outrancier de ce type de démarche n'est en rien une preuve de force de la part de Moscou. Le Kremlin s'affole, non pas de voir la Chine posséder 100 avions de plus, mais devant les succès de la diplomatie chinoise en Europe.

Dans une interview donnée à la presse, Arbatov, le No 1 de la diplomatie soviétique en matière européenne, reconnaissait que la Chine ne se préparait pas à attaquer l'URSS, mais,

ajoutait-il, « l'ensemble de la situation serait modifiée » si les pays européens constituaient ce qu'il nommait « un axe antisoviétique allant jusqu'à Pékin ».

C'est bien là, en effet, la grande peur de Brejnev. Il est tout à fait exact que l'unité des pays d'Europe, entre eux tout d'abord, et dans un large front notamment avec la Chine et sur une base non pas « antisoviétique », comme le dit Arbatov, mais antihégémonique, est de nature à « modifier l'ensemble de la situation » et à faire reculer la guerre que préparent les deux superpuissances.

C'était déjà là la cause de l'attitude hystérique de l'Union soviétique devant le traité de paix sino-japonais

et sa clause antihégémonique.

Et si Brejnev veut menacer, qu'il menace ! Il ne fait ainsi que démasquer un peu plus sa véritable nature. Il ne fait également que montrer un peu plus à quel point la politique chinoise porte juste.

Les hurlements de Brejnev, l'homme de l'écrasement de Prague, sont en définitive la preuve que la politique chinoise représente effectivement un obstacle aux entreprises hégémoniques de Moscou et, en conséquence, elle est une garantie pour la paix et pour l'intérêt des peuples en Europe, en Asie et dans le monde entier.

Serge FOREST

«Sauvons-nous nous-mêmes»

(Suite de la page 1).

est d'accord pour le maintenir dans les limites d'une orientation d'ensemble qui n'est pas soumise réellement à la discussion, tout le monde n'était pas partisan du débat !

En fait, la question de l'URSS, comme celle des rapports avec le PS, sont sans nul doute de profonds sujets de discorde.

On imagine l'enjeu que peut représenter la CGT dans ces circonstances à quelques mois du congrès du PCF lui-même.

Entendons-nous bien : ce n'est pas de ces luttes-là que peut sortir l'orientation fondamentalement nouvelle dont ont besoin les travailleurs ; disons plutôt différente car elle n'est pas nouvelle : c'est celle que suivait la CGT du temps de Pierre Sémard, Gaston Monmousseau, du temps où le PCF n'avait pas sombré dans l'électoratisme. Ce n'est pas non plus le congrès de la CGT qui tranchera dans ces luttes : cela se passe ailleurs.

Mais ces contradictions ne sont pas étrangères à ce que nous voyons aujourd'hui. Bien sûr, certains espèrent se servir du débat pour accroître ou asseoir leur pouvoir dans le syndicat et au-delà : c'est dans leur nature.

Notre affaire n'est pas de jouer tel ou tel contre un autre. La nôtre, c'est celle des militants, des travailleurs, c'est de nous unir, de travailler à l'unité de toute la classe ouvrière sur une base de classe et de faire triompher la ligne de lutte de classe, la ligne classe contre classe dans le mouvement syndical.

Et ce long chemin, les conditions actuelles sont excellentes et le 40e congrès de la CGT est une étape importante.

G.C.

Lyon

Les travailleurs de la Courly reprennent le travail

L'ASSEMBLEE générale de jeudi 23 novembre au soir, le personnel en grève a écouté le protocole d'accord proposé par l'administration. Les propositions faites ne peuvent donner satisfaction à l'ensemble du personnel qui a mené une lutte dure et l'on crie encore ce soir et on continue. Cependant, notre patron, qui sait diviser, a satisfait entièrement une seule catégorie : les égoutiers, et pour les autres, il n'accorde que quelques miettes. De plus, il fait des immigrants une catégorie à part en leur accordant moins que les autres.

Par ailleurs, au cours de cette grève, les travailleurs ont souvent senti que leur responsables syndicaux n'impulsent par leur lutte mais comme l'ont fait encore ce jeudi certains, à la CGT, qui ont cherché à démobiliser la base en disant, par exemple, : « certains secteurs sont à la reprise ».

On appelle donc les travailleurs à voter à bulletin secret par catégorie le lendemain matin.

Malgré la détermination toujours aussi vive de la base le vent est donc à la reprise.

Groupe de presse Lyon

Boumédienne : état stable

LORS que le président Boumédienne est toujours dans un coma stable, les milieux proches du gouvernement algérien laissent entendre que, en tout état de cause, et pour des raisons médicales, le président algérien ne pourra jamais reprendre ses fonctions à la tête de l'Etat.

Houari Boumédienne cumulait jusqu'ici les mandats de président et de vice-président, de premier ministre, de ministre de la défense et de président du FLN. Ce sont actuellement les huit hommes du Conseil de la révolution qui assurent la direction du pays.

La lutte contre la discrimination et le racisme marque des points

TANDIS que s'achève la « semaine du dialogue » avec les immigrés organisée par Stoléro, force est de constater qu'elle a permis de présenter à un large public français des films aussi positifs que « Les Ambassadeurs » « Elise ou la vraie vie » ou encore des reportages comme nous en verrons encore dimanche soir (voir ci-dessous). N'est-ce pas un fait relativement nouveau ?

Parallèlement à Stoléro, la direction du PCF organisait, quoique bien timidement, sa « semaine travailleurs immigrés ». Certes, les dirigeants du PCF ne manquent jamais de critiquer le pouvoir quand il prend des mesures contre les immigrés et de dire qu'il se tient aux côtés de ces derniers. Mais la direction du PCF ne prenait jamais d'initiative sérieuse et ne mobilisait pas ses militants pour soutenir les travailleurs immigrés. La semaine qu'il organise rompt avec ce passé, même si cela est très relatif et limité et ne remet pas en cause le fond de sa politique.

Autre changement : les directions du PS et de la CFDT ont reconnu (à leur manière) le Comité de coor-

dre les licenciements, pour de meilleurs salaires, pour de meilleures conditions de travail, ils ont pris, toute leur place aux côtés des ouvriers français. Ils opposent une résistance absolue à toutes les mesures prises contre eux par le pouvoir (depuis la circulaire Fontanet-Marcellin en 1973 jusqu'aux mesures Stoléro de 1977). Enfin, la grève des résidents Sonacotra, avec son ampleur, sa conduite démocratique et sa persévérance, s'est imposée à de plus en plus de travailleurs et démocrates français comme une lutte juste. Les travailleurs immigrés en défendant leur dignité ont créé dans une fraction de l'opinion, un rapport de force qui leur est favorable. Ceci se traduit par

de contre l'impérialisme et l'hégémonie, dans laquelle ils s'affirment comme force politique et force économique disposant d'un potentiel important incite la bourgeoisie française à développer des liens avec ces pays.

En effet, la France qui n'est pas une superpuissance a intérêt à constituer un certain front commun avec le tiers monde pour défendre ses intérêts impérialistes contre les deux super grands USA-URSS.

Cette orientation vaut pour le gouvernement comme pour les partis tels que le PS et ne manque pas de jouer un rôle dans la façon dont ils traitent — au moins en parole — les travailleurs immigrés.

Cette situation constitue des conditions favorables pour mener avec toujours plus d'énergie la lutte pour l'égalité des droits entre Français et immigrés contre l'arbitraire, la répression et le racisme la lutte pour l'unité de la classe ouvrière.

Culturel

« La mal vie »

Rencontre avec les travailleurs immigrés

ILS s'appellent Naïmi et Nourredine. Ils ont tous les deux trente ans, ils sont tous les deux Algériens, ils sont mariés, ils ont deux enfants chacun. Ils sont en France depuis onze ans, cela fait cinq ans qu'ils travaillent à Marseille. L'un creuse un égoût à 130 mètres sous terre. L'autre est chômeur, il fait la tournée des agences d'intérim pour s'entendre dire qu'il n'y a pas d'embauche. Deux travailleurs immigrés comme on en croise tous les jours, deux travailleurs immigrés comme on n'en voit jamais à la télévision.

Pourquoi deux Algériens ? Parce que ce sont les travailleurs de nationalité algérienne qui sont les plus nombreux en France, parce que, vu la lutte de libération nationale menée par le peuple algérien, ce sont toujours les plus visés par le racisme ; enfin, parce que depuis deux ans, l'Algérie a stoppé l'immigration vers la France et parce qu'ils font partie de la dernière génération à venir en France.

Ce film est avant tout le témoignage de deux travailleurs immigrés sur leur vie. Leur vie, c'est d'être coupé en deux : ils sont en France mais leur cœur est resté en Algérie. Là-bas, ils sont nés, ils ont leur famille, leur femme, leurs enfants ; là-bas, ils sont considérés pour eux-mêmes.

La « mal-vie », selon l'expression d'un travailleur immigré interrogé par Karlin, c'est le travail très dur, exténuant pendant la journée, et la solitude, l'isolement en dehors du travail, le racisme. Ce film aidera à mieux connaître les travailleurs que la bourgeoisie et les patrons exploitent, entassent, isolent des autres travailleurs pour tenter de les diviser. Ce film aidera à mieux comprendre ces travailleurs coupés en deux et déracinés.

Léon CLADEL

C'était mercredi soir à FR3, « Elise ou la vraie vie » Du cinéma vrai

C'est un très beau film comme on n'en voit rarement à la télévision. On y voit Marie-José Nat qui interprète, avec beaucoup de vérité, l'ouvrière qui devient amoureuse du travailleur immigré, Areski. Ce film est très riche à plus d'un titre. Il nous montre la dure condition des travailleurs dans une usine d'automobiles, à la chaîne, la rencontre entre une ouvrière française et un ouvrier algérien malgré les obstacles, la lutte d'un travailleur algérien du FNL et aussi l'attitude du PCF qui n'a pas impulsé dans la classe ouvrière le soutien au peuple algérien en lutte.

« En tant qu'ancien du PCF, je me réjouis de la politique actuelle de notre PCML »

Chers camarades,

(...) En tant qu'ancien du PCF ayant gardé intacts mes sentiments pour mes anciens camarades, je me réjouis de la politique actuelle de notre parti en direction des militants et cadres moyens du parti révisionniste, mais je crois que nous avons des progrès à faire.

Appliquant la politique du Parti, je suis allé comme beaucoup d'autres à la fête de Nantes du PCF en observateur et aussi parce que la masse des gens qu'on y trouve sont des travailleurs, des camarades et qu'il est juste et nécessaire de nouer des liens avec eux, si l'on maintient fermement notre point de vue vis-à-vis de la ligne impulsée par ses dirigeants.

Je dois vous dire que depuis 12 ans que j'ai quitté le PCF, exclu comme bien d'autres, cela me faisait un drôle d'effet de me retrouver seul au milieu de tant de têtes connues et de tant de nouvelles aus-

si. Certaines de ces têtes marquaient perplexité et hostilité, comme celle du secrétaire fédéral et de quelques autres. Mais ce fut le cas de peu de personnes. L'accueil de mes anciens camarades fut amical, parfois chaleureux.

Certains que je ne reconnaissais plus vinrent me trouver en me demandant ce que je devenais et si ma présence signifiait un rapprochement avec leur Parti. Un vieux copain de mon ex-cellule, par ailleurs responsable syndical CGT, était tellement content de me revoir, qu'il tenait à me présenter à ceux de son entourage que je ne connaissais pas :

« Tiens, Paul, je te présente un camarade ! », le camarade c'était moi.

De quoi avons-nous parlé ? D'abord et surtout du chômage, problème commun à tous les travailleurs. Le militant me dit : « Tu vois, quand il y a des choses dégueulasses dans les pays de l'Est, socialistes ou qu'on dit socialistes, moi je serai toujours d'accord pour condamner ces choses-là, mais quand on voit tant de travailleurs en chômage, chez nous, ça aussi c'est dégueulasse. Le droit au travail, c'est ce qu'il y a

de plus sacré et nous, on nous en prive, comme tant d'autres ».

Ce militant qui participa au rallye des brades à Saint-Etienne, fut aussi de la dernière manifestation de la navale à Paris. C'est un de ces militants qui font la force du PCF, véritablement dévoué à la classe ouvrière et en même temps sous l'emprise d'une ligne qui mène celle-ci à l'échec.

Comment devons-nous nous adresser à eux ? En camarade, en proche, en évitant ce qui peut froisser, c'est-à-dire aucune affirmation abrupte qui n'ait pas été précédée d'une démonstration convaincante. Et convaincante, cela signifie être concret, partir des masses, de ce qu'elles peuvent comprendre.

Ce militant par exemple suit Dubigeon au nom de la Commission exécutive de la CGT-Métallurgie et, en tant que tel, a pris sa part dans les décisions de la section CGT de cette entreprise lors du conflit que nous savons (1). Nous devons nous poser des questions sur nos analyses sans doute, mais plus encore sur notre propagande à ce propos. Avons-nous développé, des arguments qui aient pu faire avancer ce camarade et d'autres et quels sont ceux qui, au contraire, ne pouvaient que provoquer un recul.

Question essentielle que je me pose et qui est posée.

Il y aurait d'autres choses à dire sur cette fête et sur les discussions que nous eûmes, car il y en a tant d'autres intéressantes. Mais je m'en tiendrai là.

Signalons seulement qu'un autre camarade, discutant avec un cadre du PCF, s'entendit dire qu'il trouvait positif que nous venions dans les débats, nous demandant par ailleurs si nous avions décidé de généraliser la politique adoptée à la fête de l'Humanité...

Voilà camarades quelques réflexions au lendemain de cette manifestation du PCF.

Salut fraternel. Un camarade de Nantes.

(1) Grève qui dura 9 semaines il y a un an aujourd'hui aux chantiers Dubigeon de Nantes et qui se solda par un échec (NDLR).



Manifestation du 18 novembre, à l'appel du Comité de coordination des foyers Sonacotra en lutte (Photo HR)

dination des résidents Sonacotra.

Enfin, 17 organisations dont le PCF, le PS, la CGT et la CFDT ont adopté une plate-forme revendicative commune sur les immigrés. Cette plate-forme, bien qu'elle reste très loin d'une juste position sur la question, représente pour certaines de ces organisations une évolution par rapport à leur position antérieure.

C'est le cas pour le PCF comme nous le verrons dans une prochaine édition de notre journal.

Pourquoi soudain ces initiatives et ces changements ? Venant d'un pouvoir qui organise les expulsions, qui provoque des campagnes et attentats racistes, venant d'organisations pour qui les immigrés avaient été jusqu'à présent le dernier des soucis ne sont-ils pas paradoxaux ?

Depuis 1968, les travailleurs immigrés, surtout, sont à l'inverse de ce que le pouvoir voudrait qu'ils soient : une main d'œuvre docile et résignée. Dans la lutte con-

exemple par le fait que, dans le PCF, le PS, la CGT, la CFDT, de plus en plus de militants se posent la question du soutien aux résidents en lutte.

Les progrès de l'unité entre travailleurs français et immigrés, l'indignation contre le racisme et les mesures anti-immigrées font que le pouvoir d'une part et aussi les directions des partis et syndicats sont amenés au moins à sauver les apparences, à se montrer sous un jour plus favorable, prenant les initiatives dont nous avons parlé. Cela c'est un effet direct de la lutte contre la discrimination et le racisme.

Cette lutte que nous appelons à mener dans notre pays avec persévérance, se trouve par ailleurs renforcée et confortée par la lutte que mènent sur la scène internationale les pays et peuples du tiers monde dont les travailleurs immigrés sont en France les ambassadeurs. Cette lutte du tiers mon-

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste.

NOM.....
PRÉNOM.....
Lieu de travail.....
Adresse.....
Code postal.....

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge)

Quatre antiracistes sur le banc des accusés

Compte-rendu de l'audience de jeudi

A PRES l'audition de trois autres témoins, appelés par la défense, dont un Noir américain, le président du tribunal donne lecture d'une lettre, présentée comme le témoignage de l'officier-mécanicien. Ce texte reproduit un rapport du FBI. Pourquoi un tel témoignage, après les témoignages de la défense, juste après la plaidoirie du ministre de la Défense ?

Que dire du réquisitoire de l'avocat général, si ce n'est son caractère filandréux, apparemment louvoyant. Oui le racisme existe aux Etats-Unis ; oui, les ghettos noirs existent là-bas ; oui, il y a des bavures policières, les prisons sont telles qu'on les a décrites, il y a des viols aux USA, le racisme apparaît alors comme une sorte de donnée, dont il faut s'accommoder. Pour l'avocat général, le racisme n'est pas un fait déterminant, celui-ci est constitué par la misère, elle ne doit pas justifier le manquement à l'ordre établi.

De plus, les mobiles des accusés étaient personnels et non politiques. « Melvin Mac Nair avait signé un contrat avec l'armée, il l'a délibérément rompu et cette rupture a eu des conséquences qu'il devait prévoir ». Son épouse : « Elle avait la chance d'avoir un mari » ; son destin était le destin de son mari. Georges Brown ? Une sorte de « délinquant professionnel » (les murmures de la salle feront rectifier « en presque professionnel »). Il est normal que lui aussi ait payé les conséquences de son acte.

Enfin, les accusés auraient pu trouver une autre solution. Ils ont de la chance de se trouver chez nous ! Aux Etats-Unis, ils auraient risqué au minimum vingt ans de réclusion. Chez nous, cela peut aller de la peine minimale à la réclusion à vie. Oui, le ministère public ne conteste pas la réalité du contexte américain, mais « il y a des choses qui ne se font pas ». Oui, ils doivent bénéficier de circonstances atténuantes, mais pas au point de laisser sans sanction l'acte qui met en cause l'ordre public ; conclusion de 7 à 9 ans de réclusion sont réclamés par l'avocat général.

Les deux premiers avocats, Foni, député PS de Belfort, et Labadi vont démonter un à un les arguments, tout en resituant l'enjeu du procès sur son véritable terrain : le racisme. Ils décriront avec force la réalité des ghettos noirs. Oui, il y a la misère, mais la misère est majoritairement noire aux USA. Ils s'appuieront sur la chambre d'accusation, refusant l'extradition, la seule solution donnée à nos amis.

La seule organisation de l'époque était *Les Panthères noires* et les dirigeants demandaient que soient nombreux ceux qui les rejoignaient en Algérie et demandaient que leurs moyens d'action soient à la hauteur de leurs difficultés de combat. La nécessité de « s'évader à tout prix du ghetto » explique que nos amis aient commis des erreurs politiques sur l'appréciation du mouvement, aussi bien que des méthodes. Comment peut-on reprocher des erreurs à des hommes et des femmes qui subissaient la violence raciste quotidiennement depuis leur plus tendre enfance ! Le viol n'est pas un privilège noir ; mais deux femmes sur trois, violées aux USA, sont des femmes noires ! La prison n'est pas faite que pour les Noirs, alors comment expliquer que 55 % des détenus soient des Noirs !

Le chômage est général mais comment expliquer que cinq chômeurs sur sept soient des Noirs ? On reproche à Melvin Mac Nair d'avoir déserté. Ne nous a-t-il pas expliqué lui-même qu'il avait deux motivations à cette désertion : il apprenait le jour même de la naissance de son enfant qu'il devait partir à la guerre du Vietnam. Melvin refusait de servir dans une armée impérialiste, dans une guerre fasciste.

L'avocat général se veut le défenseur de l'ordre public, mais ces quatre hommes et femmes, dont la dignité force l'admiration ne viennent pas « implorer à genoux » la clémence et le pardon, leur sort est dans les mains du jury.

La fin de la plaidoirie et les délibérations ont eu lieu jeudi après-midi, soyons nombreux vendredi après-midi au palais de Justice (métro cité).

Caisse nationale d'épargne

L'administration laisse des fascistes pénétrer dans les locaux

D EPUIS un certain temps, une série de faits inquiétants se succèdent dans les locaux de la Caisse d'épargne - 3 rue St-Jean Baptiste de la salle Paris 6. Dans la nuit du 8 au 9 septembre 1978, des individus armés de barres de fer, portant un uniforme SS, étaient surpris dans les locaux de la Caisse nationale d'épargne par les postiers du bureau de poste voisin Paris 6, jouxtant la CNE. On découvrait que ces individus étaient porteurs de musettes contenant des tracts et auto-collants frappés de la croix gammée. Appréhendés par la police, ils étaient relâchés aussitôt.

Quelques jours plus tard, une responsable syndicale de la CNE découvrait sa carte d'adhérente de la cantine, laissée la veille dans son service, odieusement caricaturée. Cet acte n'a pu être accompli que durant la nuit précédente.

Récemment, une effigie d'Hitler était découverte affichée sur le mur d'un service. L'administration alertée par la CGT la CFDT et FO était contrainte de constater les faits.

Faut-il rappeler que déjà le 5 septembre 1977, le local CFDT était mis à sac, sans effraction. Tous les documents afférents à la propagande et à la vie syndicale ont été méthodiquement détruits. Cette mise à sac était sans précédent concernant les locaux syndicaux situés dans l'enceinte des bâtiments administratifs. Une plainte déposée par la CFDT auprès du procureur de la République n'a jamais eu de suite.

Cette série de faits prouve que les locaux administratifs de la CNE de Paris servent la nuit à accueillir des organisations fascistes. L'administration qui, à chaque fois, a été mise au courant de ces faits par les organisations syndicales CGT, CFDT et FO, n'a jusqu'à maintenant pris aucune mesure pour que les locaux administratifs de la CNE ne soient pas le siège d'activités fascistes. Cette attitude de l'administration rejoint étrangement celle du pouvoir qui couvre les agissements fascistes et les crimes racistes, en laissant leurs auteurs agir en toute impunité.

Paris le 17 novembre 1978
Syndicat CDFT des centres régionaux de Paris
66, rue Jean-Jacques Rousseau. Paris 1

Syndicat CGT des services financiers de Paris
70, rue de l'Abbé Groult. Paris 15

Syndicat CFDT des centres régionaux de Paris

Pour mener à bien la bataille des 100 millions

20 millions pour fin novembre
35 millions pour fin décembre

D EPUIS le début octobre et l'appel lancé par le bureau politique du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML), nos lecteurs et camarades ont accru leurs efforts de souscription comme le montrent les résultats atteints.

A la date du 23 novembre, la souscription se monte à 12 millions anciens sur 20 millions à recueillir d'ici fin novembre. C'est un résultat encourageant mais qui témoigne de la nécessité d'accroître encore les efforts, si nous voulons desserrer l'étau qui menace la sortie de notre presse. Car après ces 20 millions, il faudra, rappelons-le, recueillir 15 millions supplémentaires pendant le mois de décembre où l'activité des militants sera consacrée dans une part notable à la diffusion de notre presse ainsi qu'à la souscription, à l'aide notamment de cartes de vœux et de calendriers.

Ces 35 millions, additionnés aux 65 déjà versés avant le 1er octobre, cela fera 100 millions anciens : c'est la somme dont nous disions dès le début de l'année avoir besoin pour que notre presse puisse tenir le coup et jouer pleinement son rôle dans la bataille politique.

Nous sommes persuadés que nos lecteurs et camarades mettront tout en œuvre pour gagner cette bataille financière et aussi, bien sûr, poursuivre la bataille de la diffusion indispensable pour l'essor de la presse marxiste-léniniste. Les quelques lettres que nous commençons à recevoir montrent que c'est en bonne voie.

Deux membres de la cellule santé de Montpellier vous envoient la somme de 360 F pour soutenir la presse de notre Parti. 80 F représentent la souscription personnelle d'une camarade étudiante en médecine. Pour les 280 F qui restent, ce sont les pourboires accumulés dans le service où je travaille en tant qu'infirmière. Je travaille dans une clinique privée, dans un service de chambres particulières. Autant profiter d'une bonne manière de l'argent des riches. Je vous envoie donc cette somme acquise en un mois et demi à peu près.

du peuple travailleur, ouvriers et paysans en Bretagne. Il chante les luttes du Joint Français, la grève du lait et les poèmes de l'écrivain breton Paul Keineg. Cette soirée est organisée par la section du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) de Vannes en soutien au journal *l'Humanité rouge*. Pourquoi organiser-nous une telle soirée ? Le journal *l'Humanité rouge* n'est pas un journal comme les autres. C'est un journal qui ne

vit que grâce à la souscription volontaire de ses militants et sympathisants, *l'Humanité rouge* ne reçoit aucune aide gouvernementale et se refuse de faire toute publicité pour les produits de capitalisme. Aussi cette année, c'est 100 millions qu'il nous faut trouver pour pouvoir poursuivre la parution quotidienne de notre journal. *l'Humanité rouge* ne donne pas seulement le point de vue du PCML sur l'actualité, mais donne chaque jour des informations sur les luttes que mènent les travailleurs. C'est pour cette raison que la section du PCML de Vannes a pris la décision d'organiser une soirée culturelle au profit de son journal.

Communiqué de la section de Vannes du PCML

Je vous envoie un article sur l'action qui démarre actuellement à Usinor-Dunkerque. Je joins à ma lettre un exemplaire du tract que nous avons diffusé pour appuyer la vente, à la sortie d'Usinor, du quotidien où il y a le reportage « Avec ceux d'Usinor-Dunkerque ». Pour le moment, nous n'avons touché que deux équipes à Dunkerque, mais nous avons déjà vendu 12 numéros et donné quelques uns à des gars intéressés mais « qui ne prennent pas de fric quand ils vont bosser » sans compter les numéros vendus aux travailleurs avec qui nous sommes en contact. C'est un début encore et nous espérons faire mieux. Nous vous enverrons les résultats globaux de la vente.

Liste de souscription

Ancien total	106 683,91 F
Supplément à réabonnement quotidien et bimensuel	
LMR Rennes	32 F
GJF Rennes	25 F
MD Nord	82 F
Supplément à réabonnement bimensuel	
MM Vendée	50 F
LBD Rennes	25 F
DP Tours	25 F
Supplément à réabonnement quotidien	
RR Grenoble	150 F
RM Châtelleraut	20 F
NG Angers	70 F
Des marxistes-léninistes Vendée	782 F
Souscription H.C.H. Rennes	300 F
342 864 Ibretagne	500 F
Cellule G.Tautin du PCML Nantes	1 700 F
DP Tours	1 126 F
Cellule Jean Maes du PCML Lille	610 F
Sur un héritage. Des camarades Fameck	1 000 F
Sur un travail de tapisserie GP Est	100 F
Un couple de camarades	
Cellule Cl. Flamend Est	100 F
Un médecin fidèle au marxisme-léninisme	
Paris	5 000 F
Un camarade postier Paris	2 000 F
Une camarade étudiante en médecine	
Montpellier	80 F
Une infirmière. Un moi et demi de poubelles dans une clinique privée	280 F
Nouveau total au 23 novembre	20 897,91 F

Billaud-Grenoble Entretien avec un travailleur CGT

«Poursuivre l'occupation pour obtenir des garanties sérieuses sur l'emploi !»

L'ENTREPRISE Billaud fabrique des presses à poudre. Elle compte 107 employés et est occupée par les travailleurs depuis fin août, date à laquelle le patron a fermé (voir *Humanité rouge* du 13 octobre 1978). Entre autres actions, les travailleurs de Billaud avaient installé, avec l'aide de la mairie de Grenoble, un stand à la foire d'automne de cette ville (du 1er au 12 novembre), avec distribution de tracts, pétition (400 signatures recueillies). Lors de l'inauguration, le préfet, passant devant le stand, dut promettre de « s'occuper des Billaud ».

— Q: Après deux mois et demi d'occupation, où en sont les perspectives du travail ?

R: « Il y a eu des acheteurs qui voulaient piquer les brevets et les clients. Nous, ça ne nous intéresse pas ! En fait, il n'y a qu'un acheteur sérieux, le groupe Profel, qui a une usine à Bordeaux. Il s'est présenté... Le lendemain du dépôt de bilan. On a tout de suite senti que c'était une magouille. »

On sent qu'il s'agit de se débarrasser des travailleurs « en trop » et de réduire les salaires et les avantages acquis. Chez Billaud, les travailleurs sont presque tous OP3 et les salaires tournent autour de 4 500 F par mois.

— Q: Quelles sont les propositions de Profel ?

R: « Il reprendrait trente-six travailleurs dans l'immédiat pour arriver à soixante au bout d'un an. Les salaires seraient inférieurs de 30 % à ceux qu'on avait chez Billaud. C'est un recul par rapport à ses propositions antérieures qui disaient : quatre-vingt-huit repris dans un an. »

Nous on pense que trente-six au départ, dont vingt productifs, ce n'est pas suffisant pour faire face à la commande de Citroën pour une usine en Roumanie. Il faudrait qu'on soit trente à quarante productifs au moins.

De toute façon, Profel n'a jamais signé d'engagement écrit et nous ne sommes pas décidés à reprendre sans la garantie que tout le monde sera repris dans un délai raisonnable. Ce que veut notre section CGT, c'est organiser une table ronde avec nos délégués, l'inspection du travail, la mairie, la préfecture et Profel, où celui-ci s'engage officiellement. »

— Q: Le rachat de Billaud, ça coûte combien à Profel ?

R: « Il paierait 125 millions d'anciens francs. Cinq millions tout de suite et le reste dans un an. Avec les réductions de salaire de 1 000 à 1 500 F par mois que Profel veut nous imposer, on voit bien que ce sont les travailleurs qui vont payer une partie de la note ! »

Au passage, il faut noter que Profel présente ces réductions de salaire dans le Dauphiné libéré comme des réembauches à des salaires supérieurs à ceux de la métallurgie grenobloise !

— Q: Avez-vous des contacts avec MAPE (1) ?

R: « Les copains de MAPE sont venus nous voir. Le syndicat leur proposait un concordat de trois mois avec soixante licenciements pour « sauver l'emploi ». On leur a dit de

se méfier : les concordats, c'est dangereux. On ne sait pas ce qui se passe après. »

Les travailleurs de MAPE n'ont pas osé faire comme ceux de Billaud : ils ont accepté le concordat. Mais c'est une illusion de penser qu'on peut « sacrifier une main pour sauver le bras » (...)

« J'ai une voisine qui travaillait dans une boîte d'électro-ménager. Il y a eu des difficultés, on les a trainés de concordat en concordat, avec des licenciements à chaque fois, et, maintenant, la boîte n'existe plus ! »

Il n'y a pas trente-six solutions : on ne peut pas laisser les patrons licencier par petits paquets sans rien dire. Ce qu'il faut, c'est l'unité et la solidarité des travailleurs et ne pas hésiter à occuper pour faire pression sur les patrons et s'opposer à tout licenciement.

Les lycéens de Gonesse mènent une grève active

DEPUIS les agitations du jeudi 9 novembre au lycée technique de Sarcelles, nous, lycéens de Gonesse ainsi que les lycées polyvalents de Sarcelles et de Luzarches, avons décidé de soutenir leur mouvement.

Nos revendications se ressemblent étrangement : — Effectif des classes trop chargé, certaines classes atteignent un nombre de 39 élèves ; plus qu'un élève et nous obtenions un dédoublement de classe ; mais cet élève, parmi tant d'autres, s'est vu refuser son inscription. Exemple : il y a cinq secondes C avec 35 élèves en moyenne par classe pour une terminale C de 29 élèves ; ou vont les autres ?

— Manque de matériel : dans nos sections techniques, les élèves sont obligés de faire la queue pour utiliser le matériel parce que les machines ne sont pas munies de deux claviers !

De plus, nous disposons d'un seul gymnase pour un CBS, un lycée et les clubs communaux. Résultat : quand il pleut les élèves, dont les terminales, sont contraints de rentrer chez eux.

— Des postes n'ont été pourvus qu'au bout de deux mois et demi alors que le gouvernement se plaint du chômage. Ce manque de crédits est la source de toutes ces aberrations. Giscard a osé déclarer à l'ONU que l'Education nationale était l'espoir de notre société ; oui, de sa société, moins d'étudiants, plus d'ouvriers et de chômeurs.

Depuis une semaine, nous sommes en grève et jeudi 23 novembre, nous organisons communément avec les professeurs et parents d'élèves un forum sur l'école d'aujourd'hui.

Dans le lycée même, les élèves ont établi différentes activités :

— Un comité de coordination entre les lycéens de la banlieue nord, les professeurs et les élèves, les élèves et les fédérations des parents.

— Un comité d'affichage concernant l'explication de la réforme Saurier-Seïté et le budget Beullac.

— Un comité d'activités manuelles
— Des contre-cours entre élèves
— Plusieurs animations (musicales, discussions, etc.) dans le but de mener une grève active.

Nous avons rencontré quelques problèmes au sein du lycée. A savoir : les antigrevistes qui en appellent à la démocratie refusent de suivre la majorité des grévistes. En effet, notre grève reconductible chaque jour, par un vote, réunit la majorité des voix.

L'administration cherche absolument à sanctionner les soi-disant « meneurs ». Notre mouvement a démarré d'un besoin commun de sortir d'un état léthargique généralisé face à des mesures qui n'étaient plus acceptables.

Les lycéens de Gonesse.

Grève des chauffeurs-receveurs à Ajaccio

Des autobus dangers publics !

A LA localité ajaccienne d'autobus (SAA), les travailleurs (chauffeur, receveurs) sont en grève depuis le 13 novembre. Devant l'intransigeance de leur patron, ils ont occupé les locaux.

Les travailleurs sont contraints d'utiliser des cars vieux de seize ans, insalubres, mal entretenus. Ils subissent des cadences de transport élevées par manque de car. Les trajets deviennent toujours dangereux, pour les chauffeurs toujours obligés d'aller plus vite, et pour les usagers littéralement entassés dans ces véhicules mal entretenus (120 personnes aux heures de pointe !).

Les patrons, eux, « voudraient bien moderniser les bus » mais ils menacent alors de licencier les receveurs : c'est un chantage pour reculer la modernisation du matériel.

Pourtant, le prix du trajet a doublé depuis cinq ans. Où est allé cet argent ? Tout simplement dans la poche des patrons de la SAA ! Ces patrons qui sont, comme le disent les travailleurs, « pires que les pires », ont établi un constat d'huissier, ont alerté les flics, ont fait conduire les bus par des personnes étrangères à la société pour briser la grève.

En dernière minute, nous apprenons que les travailleurs ont décidé de reprendre le travail pour ne pas pénaliser les usagers.

Une partie des revendications a été obtenue (stations supplémentaires, un car de plus).

Un conflit provisoirement arrêté car des revendications restent (modernisation du matériel, sécurité, cadences encore trop élevées)... la détermination des travailleurs aussi.

Correspondant



Les chauffeurs-receveurs d'Ajaccio devant les cars

LA SITUATION EN PALESTINE OCCUPEE

L'AMFP organise le 26 novembre à 15 heures, un meeting-débat sur la situation en Palestine occupée. Qu'est-ce que « l'autonomie » préparée par les sionistes dans les territoires occupés ? L'exploitation des travailleurs palestiniens en Israël. Le meeting est animé par Ilan Halevi et aura lieu 55, boulevard de Belleville.

RENNES PROJECTION-DEBAT AUTOUR DU FILM « TIMOR, TERRE AGRESSEE, TERRE D'ESPOIR ».

Cette projection est organisée par l'Association Peuple et liberté (ASPEL), association anti-impérialiste rennaise, avec l'association de solidarité au Timor-Oriental. Cette soirée a pour objectif d'informer le public rennais sur la colonisation portugaise dont le Timor-Oriental a été l'objet et sa récente invasion par l'Indonésie. Cette projection-débat aura lieu à la Maison de quartier de Villejean, le samedi 25 novembre à 20 h 30.

Campagne d'abonnement 79

Quotidien et Bimensuel

Remplir le coupon d'abonnement et le renvoyer à l'adresse suivante :

L'HUMANITE ROUGE
BP 61 75861 PARIS CÉDEX 18
Paiement par chèque ou mandat
CCP 30 22672 D LA SOURCE

Quotidien

	Pli ouvert	Abt de soutien	Pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

Bimensuel

	Pli ouvert	Abt de soutien	Pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

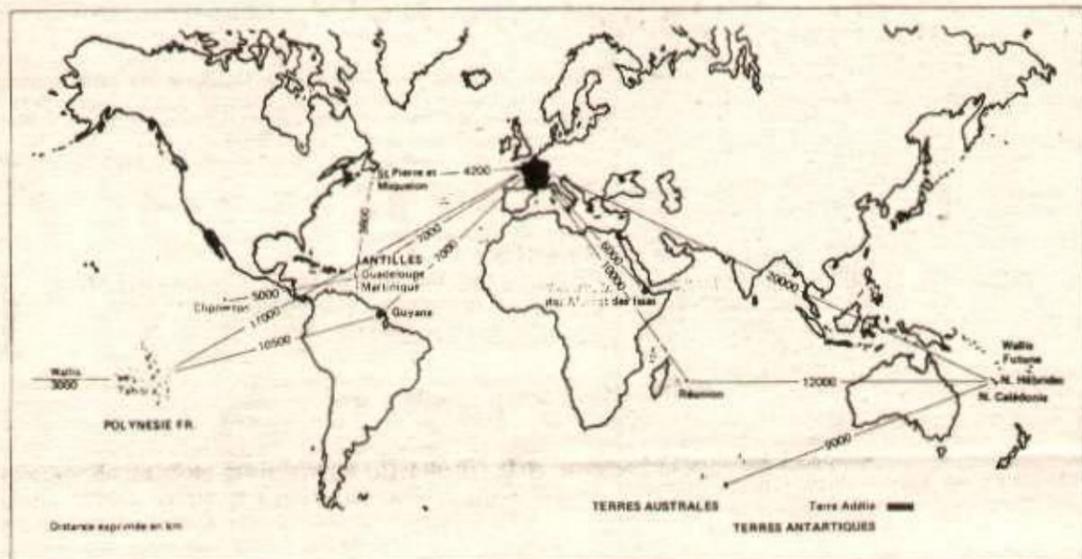
Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom
Prénom
Rue
Commune
Code postal
Transmis par : Nom
Cellule Ville

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson - Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge : pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source
Tel : 205 51 10

Directeur de publication : André Druesse
Commission paritaire No 57 952.
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle.
Dépot légal 4^e trimestre 1978.



Conséquence du pillage colonial

Le quart de la population des DOM-TOM est en France

PAR dizaines de milliers, les habitants des prétendus départements d'outre mer — Martinique, Guadeloupe aux Antilles et Réunion dans l'océan Indien — travaillent en France. Ils sont souvent brancardiers, filles de salle dans les hôpitaux, préposés auxiliaires dans les postes, personnel de services publics promis aux emplois les plus faiblement rétribués et les plus précaires. Déracinés, contraints de rester d'interminables années en France car il n'y a pas de poste pour eux dans leur pays, ils sont les victimes du système colonial qui sévit dans leur pays.

La ruine des économies y a été systématiquement organisée. En Guyane, même le bois de construction est importé de France ; en Guadeloupe, l'éruption de la Soufrière en 1976 a servi de prétexte pour liquider une région entière ; à la Martinique, le développement du tourisme de luxe supplante les productions agricoles ; à la Réunion, la production sucrière est de moins en moins rentable, aucune activité ne la remplace. La moitié de la population, notamment les jeunes, chôment, sans ressource, car les lois d'indemnisation du chômage ne sont pas appliquées dans les colonies.

Le BUMIDOM, Bureau de migrations des départements d'outre mer intervient : il organise le départ permanent des jeunes, presque sans espoir de retour, pour la France, vidant progressivement les pays de leurs forces vives, fournissant en France une main-d'œuvre bon marché.

Ainsi, s'est organisée vers la France une nouvelle traite. Ainsi, l'impérialisme français espère-t-il réduire une révolte que l'exploitation coloniale suscite.

L'immigration antillaise est l'un des aspects multiples et odieux du colonialisme. Grâce à elle, il espère se perpétuer, à l'heure où la majeure partie des peuples du tiers monde ont conquis leur indépendance. Des projets de substitution de populations, pour installer à la place des jeunes chassés de leur pays des populations plus dociles, sont même mis en place dans ce but, comme c'est le cas, notamment, en Guyane.

La fraternité de lutte avec les immigrés antillais dans les combats en France doit se prolonger par une solidarité entière contre le BUMIDOM, contre l'exploitation coloniale, pour l'indépendance de toutes les colonies, qu'il s'agisse des prétendus DOM ou des TOM, Polynésie et Nouvelle Calédonie.

La ruine de l'économie

L'ECONOMIE des DOM-TOM est basée sur l'agriculture. L'industrie dans ces pays est pratiquement inexistante.

LA RUINE DE L'AGRICULTURE

L'agriculture des DOM-TOM, comme toute celle de pays colonisés en général, est fondée sur la monoculture (canne à sucre, banane...). Le colonialisme a développé cette monoculture en même temps qu'il a liquidé toute diversification des cultures. Une telle diversification ferait perdre, en effet, aux monopoles un marché qui leur est largement ouvert et où ils font d'énormes profits.

Dans la plupart de ces pays colonisés, la monoculture elle-

même est en crise. A la Martinique, les différentes cultures d'exportations (cacao, tabac, coton) ont tour à tour été développées puis liquidées au gré des intérêts momentanés du colonialisme. La canne à sucre est-elle aussi liquidée. La banane et l'ananas risquent de connaître le même sort. Une des conséquences de la crise de la canne à sucre est la fermeture des usines sucrières. Sur douze usines qui fonctionnaient en 1960, il n'en reste qu'une aujourd'hui. La même situation se présente en Guadeloupe où six usines sur douze ont été fermées de 1962 à 1972.

A la Réunion, la monoculture de la canne à sucre continue à progresser aux dépens des cultures vivrières. Cependant, la concentration de la terre y est telle que de 1957 à 1972, le nombre d'exploitations de canne

à sucre est passé de 18 640 à 13 500, provoquant donc la ruine de 5 000 exploitations. D'autre part, le pouvoir d'achat des planteurs a fortement diminué ces dernières années.

La ruine de la petite paysannerie a provoqué un fort exode rural : en 1954, les agriculteurs représentaient 54,8 % des actifs. Ils n'en représentaient plus que 29 % en 1967 et 20 % en 1971. Ceci reflète le dépeuplement des campagnes. Aujourd'hui, la part de la production agricole dans le « produit intérieur brut » n'est que de 12 %. Il était de 18 % en 1965.

LA SOUS-INDUSTRIALISATION

Comme dans toute colonie la sous-industrialisation est délibérément entretenue afin de lais-

ser le marché libre à l'industrie métropolitaine. A la Réunion, alors que l'agriculture est en crise, l'industrie ne représente que 3 % du produit intérieur brut. Ce chiffre est même en diminution depuis 1974.

L'industrie sucrière qui est la plus développée occupait en 1967, 5 857 ouvriers. Aujourd'hui, elle n'en occupe plus que 1 800.

Le seul secteur développé est le secteur administratif qui est comme une énorme verrue parasitaire sur un corps en ruine. Les postes de direction y sont accaparés par les Français. Les Réunionnais occupant les emplois les moins payés.

CHOMAGE ET MISERE

Cette situation catastrophique commune à tous les DOM-TOM alimente un chômage massif. Dans l'ensemble des pays colonisés par l'impérialisme français, le nombre des chômeurs représentait en 1950 dix pour cent de la population active. Aujourd'hui, il est de 40 %.

A la Guadeloupe et à la Martinique, près de 40 % des personnes en âge de travailler sont sans emploi.

Ce chômage touche surtout les jeunes : 74 % des chômeurs sont des jeunes de moins de 24 ans à la Réunion.

La misère du peuple est sordide. A la Martinique, 80 000 chômeurs sont réduits à la mendicité. Dans tous les DOM-TOM, les bidons-villes pullulent. Le revenu des paysans pauvres, de loin les plus nombreux, est à peine suffisant pour survivre. Dans l'industrie, plus du quart des ouvriers touchent un salaire inférieur au SMIC.

L'EXIL

Actuellement, près du quart des populations des DOM-TOM a émigré en France. L'émigration touche évidemment les jeunes en priorité.

Chaque année, 6 000 jeunes réunionnais s'expatrient. Ce chiffre est de 8 000 pour la Guadeloupe et de 4 000 pour la Martinique. Ce mouvement migratoire a pour effet de vider ces pays de leurs forces vives.

Parallèlement, le pouvoir fait s'installer dans ces colonies un certain nombre de personnes dans le but de désamorcer les luttes que la situation catastrophique rend inévitable.

Le Bumidom : recruteur d'une main-d'œuvre à bon marché

SON rôle est d'organiser ce que certains ont appelé la « traite silencieuse ». Pour ce travail peu reluisant, il possède des moyens considérables (en 1974, 29,4 millions de francs) c'est par lui que passe 80 % de l'immigration venue des départements d'outre mer (DOM).

Dans les DOM, le Bumidom possède des antennes qui ont pour tâche de recruter des candidats à l'émigration. Pour cela le Bumidom entreprend sur place un travail « d'information » qui consiste à faire miroiter aux jeunes chômeurs le « paradis » métropolitain et « l'avenir radieux » qui les attend en France.

Un exemple de l'information dispensée par le Bumidom : dans une note, il évoque les possibilités d'emploi en France « dans les carrières paramédicales » ce qu'il ne précise évidemment pas c'est que pour quelques dizaines de femmes qui deviendront infirmières, plusieurs milliers resteront filles de salle sans espoir de promotion.

Une fois qu'il a recruté des émigrés, le BUMIDOM leur donne une « formation professionnelle ». Il possède à cet effet plusieurs centres en France où les immigrés sont soumis à un régime très répressif qui en

1971 avait suscité des luttes importantes.

La formation du BUMIDOM est une formation au rabais. Son but n'est pas d'apprendre un métier aux immigrés mais de les adapter à la production. Elle se limite le plus souvent à leur inculquer quelques gestes de base qui permettront aux futurs OS de travailler, par exemple sur une chaîne. Ce genre de formation est destiné à fournir de la main-d'œuvre à bon marché à des entreprises comme Chrysler, Peugeot, Michelin, etc.

Il y a quelques années, un contingent de femmes originaires des DOM-TOM avait été placé ainsi :

- 693 comme employées de maison et aides-ménagères ;
- 382 manutentionnaires et OS ;
- 297 agents hospitaliers (filles de salles...)
- 261 agents de collectivités (cantines...)
- 151 dans des écoles de préformation ;
- 145 dans des cours de sages-femmes.

Plus de 75 % de ces femmes étaient donc sans qualification malgré le stage BUMIDOM. Seule une faible minorité (7 %) était véritablement en possession d'un métier.

«Le plan vert» contre le peuple guyannais

EN 1974, Chirac, alors premier ministre, mettait au point « le plan vert de développement économique » de la Guyane. L'objectif avoué était de permettre l'installation de 30 000 colons dans le pays, pour mettre en valeur la forêt, notamment en installant des usines de pâte à papier. Le chômage touche en permanence plus de la moitié de la population. Quand dix mille Français arrivaient en Guyane, mille Guyanais étaient déportés en France par le biais du Bumidom au cours de l'année 1977. Si la mise en valeur de la Guyane avait été l'objectif réel de ce plan, la main-d'œuvre aurait pu être trouvée sur place alors que, dans les faits, l'administration provoquait la faillite des scieries guyanaises.

L'un des objectifs essentiels

du plan vert est, en fait, une véritable substitution de populations. Alors que la Guyane compte 60 000 habitants, l'arrivée de 30 000 colons devait modifier la composition de la population, noyer le peuple guyanais sous le flot des colons afin d'étouffer la revendication d'indépendance. Elle avait donné lieu à d'impressionnantes manifestations en 1974 au cours desquelles toutes les forces politiques ayant une audience de masse avaient le mot d'ordre d'indépendance.

En 1977, le gouvernement n'avait pu faire venir que 10 000 volontaires de France. Pour dépasser cette limite, il envisage alors l'installation de 40 000 réfugiés indochinois, méos, hmongs, parmi ceux qui avaient quitté leur pays après avoir servi dans les armées coloniales.